

Fondements internes d'une crise internationale : le cas de Grenada (1970-1974)

Autor(en): **Freymond, Jean F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **24 (1984)**

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-172399>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

FONDEMENTS INTERNES D'UNE CRISE INTERNATIONALE: LE CAS DE GRENADA (1970–1974)

par Jean F. Freymond

La plupart des crises internationales plongent leurs racines, en partie, dans des crises de nature interne qui ne peuvent pas être contenues au niveau national. Crise intérieure et internationale finissent par se conjuguer. Ainsi en a-t-il été à Grenada où des tensions essentiellement locales se sont, à partir de 1974, progressivement internationalisées du fait qu'elles ne pouvaient pas être résolues sur le seul plan intérieur. Les pages qui suivent sont consacrées à l'histoire de cette crise intérieure et à l'identification de quelques uns des facteurs qui ont conduit à son internationalisation.

Die Mehrzahl internationaler Krisen findet, zum Teil, ihre Verwurzelung in internen Krisen, welche sich nicht auf nationaler Ebene begrenzen lassen. Interne und internationale Krisen vereinigen sich somit. Dies war der Fall in Grenada, wo sich lokale Spannungen nach 1974 internationalisierten, da sie innenpolitisch nicht zu bewältigen waren. Im Folgenden wird die Geschichte dieser inneren Krise, sowie einige Faktoren die zu ihrer Internationalisierung führten, behandelt.

«Ce qui rendit la guerre inévitable fut l'expansion de la puissance d'Athènes et la peur que cette expansion inspira aux Lacédémoniens.»

Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*

Les grandes crises du système international, en particulier celles qui affectent les relations entre les deux grandes puissances, sont des phénomènes complexes qui ne peuvent être compris que saisis tout à la fois dans leurs dimensions diachroniques et synchroniques. Elles se déclarent le plus souvent après avoir mûri, partiellement invisibles, pendant des années, voire des décennies. Elles résultent en général de la conjonction d'une multiplicité de crises diverses, dont beaucoup sont internes, qui finissent par se télescoper. La crise internationale dont l'île antillaise de Grenada a été l'enjeu dès le début des années 1980 est un des exemples les plus récents d'un tel télescopage.

Deux crises s'y conjuguent: d'une part, la crise des relations entre les deux grandes puissances, caractérisée par leur rivalité, par la suspicion qu'inspire à chacune tout ce que l'autre peut entreprendre et par cette peur, évoquée par Thucydide, qui gagne Sparte en voyant croître la puissance d'Athènes. D'autre part, la crise intérieure que traverse Grenada au cours des années 1970, dans un premier temps sans incidence sur les relations entre les deux grandes puissances et qui précède la crise internationale. La physionomie de la crise internationale est connue. La crise intérieure, en revanche, n'a fait jusqu'ici l'objet que de rares travaux.¹ C'est à elle que les pages qui suivent sont avant tout consacrées. Leur but est de chercher à identifier certains des facteurs qui font qu'une crise nationale déborde de ses frontières.

Beaucoup de sociétés traversent de telles crises. Ces crises naissent, pour la plupart, puis évoluent de façon indépendante,² sans interférence sensible du monde extérieur et sans que ce monde en soit notablement affecté. Certaines se résolvent d'elles-mêmes ou se poursuivent tout en restant circons-

1 On lira à ce sujet les études de Richard Jacobs, historien proche du *New Jewel Movement (NJM)*, qui a été tout à la fois un témoin privilégié et un protagoniste. Richard Jacobs, «The Movement towards Grenadian Independence», *Independence for Grenada. Myth or Reality?*, St. Augustine, 1974; et W. Richard Jacobs et Jan Jacobs, *Grenada: the Road to Revolution*, Havana, 1980. Autre étude d'un témoin, qui relève souvent du pamphlet, mais utile pour les informations précises qui souvent y sont données: Sinclair DaBreo, *The Prostitution of a Democracy. The Agony of Grenada*, Grenada, 1974.

2 Il convient de qualifier ce terme d'«indépendante». Cette indépendance est relative, en ce sens que lorsqu'il y a télescopage, on ne peut parler d'une collision qui se produit à «l'intersection de deux chaînes causales totalement indépendantes l'une de l'autre», en d'autres termes de cette «coïncidence absolue» dont parle Jacques Monod. Jacques Monod, *Le hasard et la nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, 1970, p. 128. Les systèmes sociaux concernés ne peuvent en effet pas être des systèmes fermés. Ils sont nécessairement, avec plus ou moins d'intensité, en relation et en communication les uns avec les autres.

crites. Mais d'autres finissent par passer un ou plusieurs seuils³ au-delà duquel crise intérieure et crises des systèmes extérieurs se conjuguent et s'alimentent les unes les autres. L'instabilité d'un sous-système intérieur en difficulté concourt à accroître l'instabilité du système international, et inversement celle-ci tend à nourrir l'instabilité du sous-système en crise.⁴

Ce seuil franchi, crise interne et crise internationale cessent d'évoluer de façon indépendante. Elles restent certes distinctes et leurs évolutions continuent d'être déterminées partiellement par des forces profondes qui leur sont propres. Mais elles tendent à former un complexe, dans la connotation physiologique de ce terme, en ce sens qu'elles ont un effet global. Leurs interactions se multiplient, ce qui entraîne un changement d'état de chacune d'elles; elles se complexifient, ce qui augmente la difficulté qu'il y a à les résoudre.

La crise intérieure dont Grenada est la proie appartient à cette catégorie de crises qui ne peuvent pas être contenues. Les raisons qui l'expliquent sont nombreuses. La nature des relations entre les deux grandes puissances dès la fin des années 1970, le degré de tension et de défiance qui les caractérise, la situation géo-stratégique de Grenada, les bouleversements que connaissent certains Etats d'Amérique Centrale ou encore la propension de ces puissances à intervenir – toutes variables indépendantes de la crise intérieure – ont pesé certainement d'un grand poids dans le fait qu'elle n'a pas pu être circonscrite et qu'elle a fini par acquérir une dimension internationale.

Cependant, à première vue, avant même que ces facteurs externes n'agissent, ce sont des circonstances intérieures qui ont concouru à faire sortir la crise de son cadre initial. Sa durée, sa persistance et l'impatience qui en est résulté, l'absence de mécanismes institutionnels, sociaux et culturels de résolutions de conflits, ou leur blocage et leur mauvais fonctionnement, la personnalité des protagonistes, sont autant d'éléments qui ont exercé une influence. L'espoir de résoudre la crise se dissipant, une partie des acteurs, frustrés, paraissent ne plus avoir eu ni la patience de persévérer ni la force de croire en leur capacité de réussir seuls dans leur entreprise. Ont-ils fini par céder à la tentation de rechercher des appuis extérieurs, fournis d'autant plus facilement que ceux qui sont sollicités de prêter leur concours ont perçu la vulnérabilité de la société en crise, les dangers que cette vulnérabilité leur fait courir et les occasions qu'elle leur offre? On ne le sait. Mais on pourrait, par analogie avec ce qui se passe au sein d'un être vivant, dire que l'organisme social, ne pouvant maintenir sa stabilité par ses propres

3 S'agit-il d'un seul seuil, ou d'une série de seuils qu'on pourrait appeler, en s'inspirant des écrits d'Ilya Prigogine, des «bifurcations», par quoi il faut entendre «le point critique à partir duquel un nouvel état devient possible»? Ilya Prigogine et Isabelle Stenger, *La nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Paris, 1979, pp. 166ss.

4 Cf. l'observation d'Auguste Comte: «... d'après la loi universelle de l'équivalence entre la réaction et l'action le système ambiant ne saurait modifier l'organisme sans que celui-ci n'exerce à son tour une influence correspondante». Cité par François Jacob, *La logique du vivant. Une histoire de l'hérédité*, Paris, 1970, p. 172.

moyens, a tenté de retrouver son équilibre en cherchant à l'extérieur ce qui pourrait contribuer de façon décisive à sa régulation.⁵ Ce n'est là certes qu'une hypothèse suggérée par une première lecture des événements et que l'analyse qui suit devrait soit confirmer, soit infirmer.

La démarche suivie ici est en partie historique, plus précisément événementielle. Elle privilégie l'analyse des événements, ou d'un ensemble d'événements envisagés dans leurs séquence et à la lumière des forces profondes dont ils procèdent. Cette approche paraît être une des mieux à même de permettre d'identifier ces instants critiques, ces ruptures, ces carrefours de l'histoire auxquels se font et se défont le destin des peuples.⁶

I. La scène politique

La crise qui ébranle Grenada débute au printemps 1970. Mais ses racines remontent pour le moins vingt ans en arrière, au commencement des années 1950. Grenada est alors une colonie de la Couronne britannique. Sa société peut être caractérisée de plurale ou précisément de dualiste, en ce sens qu'un profond clivage de nature socio-économique, et surtout culturel, sépare une élite urbaine minoritaire – composée de planteurs, d'hommes d'affaires, et d'une petite intelligentsia – d'une masse rurale traditionnelle.⁷ Cette élite assume le pouvoir politique et contrôle l'économie. Elle domine une société marquée par de profondes inégalités et de grandes injustices. La modernisation s'esquisse à peine et la décolonisation politique n'en est qu'à son premier stade. Au cours de ces années, entre 1951 et 1953, Grenada traverse une première grande crise sociale et politique.⁸

Cette crise oppose la classe dominante à un prolétariat rural qui représente à l'époque près de 60% de la population et dont un homme, Eric Mat-

5 Cf. Jacob, *op. cit.*, pp. 272–273.

6 Sur l'importance retrouvée de l'événementiel ou du récit, longtemps négligés par beaucoup d'historiens et de politologues, cf. le «plaidoyer pour le récit» dans Paul Ricoeur, *Temps et récit*, Paris, 1983. Ajoutons que ce travail se fonde sur des sources recueillies sur place par l'auteur qui fut, en 1973 et 1974, professeur invité à l'*Institute of International Relations* de l'Université des *West Indies*, à Trinidad. Il s'appuie aussi sur un certain nombre de discussions avec quelques uns des protagonistes, dont Bernard Coard qui enseignait durant cette même période à ce même institut. Les événements récents ont donné quelque importance à des aspects du passé de Grenada qu'il a paru de ce fait utile de sortir de l'ombre.

7 La société plurale de Grenada, plus que beaucoup de sociétés des Antilles anglophones, a fait l'objet de travaux approfondis, comme par exemple, Michael G. Smith, *Stratification in Grenada*, Berkeley, 1965; Michael G. Smith, «Structure and Crisis in Grenada 1946–1954», *The Plural Society in the British West Indies*, Berkeley, 1965. Ou encore, Beverly Steele, «Social Stratification in Grenada», *Independence for Grenada. Myth or Reality?*

8 Sur la crise qui secoue Grenada entre 1951 et 1953, outre les études de M.G. Smith déjà citées, voir Simon Rottenburg, «Labour Relations in an Underdeveloped Economy», *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 4, Dec. 1952; ainsi que Archie Singham, *The Hero and the Crowd in a Colonial Polity*, New Haven, 1968; et Archie Singham, «Three Cases of Cuckoo Politics: Ceylan, British Guiana and Grenada», *New World Quarterly*, Vol. 2, No. 1, Dead Season 1965.

thew Gairy, s'est fait le champion. Gairy, né en 1922, a passé de longues années à Trinidad, puis à Aruba. Il s'y est familiarisé avec l'action syndicale et, de retour à Grenada à fin 1949, il s'est lancé dans la politique, fondant tout à la fois un parti, le *Grenada People's Party*, et un syndicat, le *Grenada Manual and Mental Workers' Union (GMMWU)*.⁹ Il remporte très vite des succès qui le rendent populaire et l'encouragent à durcir ses exigences. Ses adversaires, pensant qu'il leur sera aisé de venir à bout de celui qui ose leur tenir tête, ne reculent pas devant l'épreuve de force, mais ils la perdent. Gairy sort vainqueur, mais non sans qu'il y ait violence, une violence telle qu'elle va laisser des traces profondes dans la mémoire collective. La crise se dénoue en même temps que le pouvoir commence à changer de camp, le parti fondé par Gairy l'emportant aux élections au Conseil législatif (*Legislative Council*), auquel pour la première fois une majorité des sièges est attribuée au suffrage universel.

Aux yeux des masses populaires, le leader politique et syndical se transforme en héros, et pour de longues années va le rester. Il devient un de ces chefs messianiques, dans l'acception de Norman Cohn,¹⁰ à qui ses partisans attribuent des pouvoirs surnaturels. Il passe tout à la fois pour le «bon père», le père idéal, protecteur des faibles, des enfants, des pauvres, des malades et des ouvriers,¹¹ appelé par le Tout-Puissant à conduire Grenada,¹² et le «bon fils» qui aurait pour «mission de transformer le monde»¹³, c'est-à-dire de reconstruire Grenada, pour autant qu'on la lui confie.¹⁴

L'emprise exercée par Gairy sur les masses rurales ne s'explique que partiellement par sa personnalité, son talent d'orateur, ses succès, ou encore le fait qu'il est le seul à avoir pris leur défense. Elle paraît être davantage le signe du désarroi de ces masses exploitées dans le cadre du système de plantation et dont l'univers culturel traditionnel est en situation d'acculturation au contact de la civilisation moderne.¹⁵ En effet, ces masses, majoritaires, se révoltent contre l'injustice et la domination dont elles sont l'objet, mais elles réagissent tout autant contre l'agression culturelle, corollaire de la modernisation, dont elles se sentent menacées et qui les insécurise.

La cohérence de leur système culturel se lézardant, elles s'accrochent à leurs superstitions et à leur système de croyances, mélange de catholicisme et de restes de cultes africains. Elles sont à la recherche d'un chef messianique qui saura les conduire, les défendre et les rassurer. Elles constituent

9 Le *Grenada People's Party* devient ultérieurement le *Grenada United Labour Party (GULP)*.

10 Voir Norman Cohn, «Les saints contre les cohortes de l'Antéchrist», *L'histoire psychanalytique*, Paris, 1974.

11 «Uncle Gairy has special sympathy for children, the poor the sick, the workers». Tract annonçant un meeting présidé par E.M. Gairy, pour le 4 novembre 1973.

12 «The little Man from the East» . . . The Man appointed by the Divine Master to lead Grenada. *Ibidem*.

13 Cohn, *op. cit.*, p. 215.

14 «Lend me Grenada and I shall build you a new Grenada». Tract cité.

15 Steele, *op. cit.* Cf. par ailleurs, l'ensemble des travaux de M.G. Smith.

de ce fait une proie toute trouvée pour un chef charismatique tel Gairy qui sait se faire passer pour un «sauveteur infallible, doté de pouvoirs magiques»¹⁶ et jouer de la religiosité de ceux qui le suivent.

Ces masses rurales traditionnelles constituent la base du pouvoir politique de Gairy et du *Grenada United Labour Party (GULP)* qui, en plus de vingt ans, ne perdent les élections au parlement de l'île qu'à une seule reprise, en 1962. A cette seule exception, jamais la classe moyenne urbaine, regroupée dès 1953 au sein du *Grenada National Party (GNP)*, ne parvient à mordre sur l'électorat du *GULP*. En moyenne, près de 45% des suffrages exprimés se portent sur ses candidats, mais du fait du mode de scrutin et du découpage des circonscriptions, ces chiffres ne se reflètent pas dans la composition du Parlement que domine le *GULP*.

En vingt ans, cette base politique s'effrite quelque peu, sans cesser cependant d'être majoritaire. L'urbanisation progresse. Une plus grande partie de la population travaille dans les secteurs secondaires et tertiaires, tandis que la part de ceux employés dans l'agriculture diminue. Par ailleurs le niveau général d'éducation s'élève. En un mot, la société est en période de mutation qui n'est pas sans influencer le rapport des forces entre les deux composantes de cette société, envisagées tout autant sous leurs aspects culturels que sous l'angle socio-économique.¹⁷ La composante traditionnelle subit les assauts de la modernité, en est ébranlée et résiste. Cette résistance se manifeste-t-elle dans le soutien que les masses apportent à Gairy, en qui elles voient un sauveur? C'est là une hypothèse difficile à vérifier, mais qu'il convient d'avancer. La composante moderne, pour sa part, paraît gagner du terrain, sans cependant parvenir à s'imposer politiquement aussi rapidement qu'elle le souhaiterait, d'où une frustration et une impatience croissantes.

La domination du *GULP* se traduit, dès son retour au pouvoir en août 1967, après une éclipse de 5 ans, par un autoritarisme croissant. Les atteintes aux libertés et aux droits des citoyens se multiplient. Grenada ne se développe guère et les inégalités socio-économiques persistent. Les gouvernants paraissent s'enrichir. Gairy, aux yeux de ses adversaires du *GNP*, n'agit que sous l'inspiration de rêves, de visions et de forces cosmiques, sans rien planifier et de ce fait conduit l'Etat à la ruine.¹⁸ Au fil des années, le mécontentement grandit. Il devient plus particulièrement le fait de toute une frange de la jeunesse, issue de la classe moyenne, mais qui en rejette les valeurs. Une partie d'entre elle a reçu une éducation supérieure hors du pays. Souvent, elle y a embrassé des idées progressistes. Cette jeunesse est violemment hostile tant à la personnalité excentrique de Gairy, qu'à sa politique. Elle ne partage guère la position et l'attitude du *GNP*, dont elle

16 Cohn, *op. cit.*, p. 215. Sur la personnalité de Gairy, voir surtout Singham, *op. cit.*

17 Cf. Michel de Coster, «Le modèle de la société dualiste dans les sciences humaines», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XLIX, 1970, pp. 70-71.

18 «Manifesto of the Grenada National Party», *Independence for Grenada. Myth or Reality?* p. 141. Manifeste distribué au cours de la campagne électorale de février 1972.

critique, par ailleurs, la passivité. Elle va suivre sa propre voie et devenir une troisième force.

Cette troisième force se manifeste pour la première fois en 1970 sous la bannière du «Black Power». Un certain nombre des Etats du *Commonwealth Caribbean*¹⁹ sont alors en effervescence. La révolte gronde presque partout. A Trinidad et Tobago, le gouvernement fait face avec peine à des manifestations, puis à une mutinerie d'une partie de l'armée qui ébranlent son pouvoir.²⁰ Grenada, dans un premier temps, n'est que très marginalement affectée. Mais les événements qui secouent Trinidad inquiètent suffisamment Gairy pour l'amener à annoncer publiquement, en mai 1970, dans une série de discours, sa détermination de maintenir l'ordre, son intention de doubler les forces de police et de recruter «some of the toughest and roughest roughnecks», autrement dit, de constituer une sorte de police parallèle.²¹ Ces discours ne font qu'attiser les craintes de ceux qui voient poindre un Etat policier et les encouragent à se dresser contre Gairy. Au cours des mois qui suivent, les incidents se multiplient. Le gouvernement réagit, procède à des arrestations de manifestants, intimide et harcèle ceux qu'il identifie comme les meneurs d'un mouvement encore dans l'enfance, fragmenté et inorganisé. Ce mouvement est en fait une coalition de groupes les plus divers, *Forum*, *MACE (Movement for the Achievement of Community Effort)*, *Caribou*, et d'autres encore, qu'inspirent les idées du «Black Power», qui tous s'opposent au régime en place et préconisent des changements fondamentaux sans s'accorder ni sur les objectifs à atteindre, ni sur la stratégie ou la tactique à suivre. Les uns penchent pour des voies réformistes, les autres inclinent vers l'action révolutionnaire.²²

Des événements extérieurs régionaux précipitent ainsi une crise intérieure aigüe qui couve depuis plusieurs années. Les divers incidents qui, dans un premier temps, en sont la manifestation, paraissent être spontanés et non le résultat d'un plan qui aurait été importé. Ils sont du type de ceux que Ted R. Gurr inclut dans sa définition des troubles.²³ Les divers groupes qui, au sein du *Commonwealth Caribbean* se réclament du «Black Power» ont en commun une même vision du monde et poursuivent des objectifs similaires. Ils ont des contacts: leurs représentants, ainsi, se sont réunis une première fois aux Bermudes en juin 1969; et l'Université des *West Indies* constitue à cet égard une sorte de plaque tournante. Mais ces groupes ne

19 On entend ici par *Commonwealth Caribbean* ou *West Indies* la plus grande majorité des territoires des Antilles qui ont été sous domination coloniale britannique.

20 Cf. à ce sujet, David Lowenthal, «Black Power in the Caribbean Context», *Economic Geography*, Vol. 48, No. 1, Jan. 1972. Sur les événements de Trinidad, Selwyn D. Ryan, *Race and Nationalism in Trinidad and Tobago: a Study of Decolonization in a Multiracial Society*, Toronto, 1972, pp. 363-373 et 454-469.

21 *Black Power in Grenada*, radio broadcast by Premier of Grenada, Honourable E. M. Gairy, delivered on Sunday 3 and Monday 4 May, 1970, St. Georges, 1970; *Text of Broadcasting by Hon. Premier to the People of the State of Grenada on Matters relating to Security of the State*, s.l., 1970. *Premier's Address to the State*, s.l., 1970.

22 Jacobs, *op. cit.*, pp. 23-24.

23 Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, 1971, p. 11.

paraissent pas constituer un mouvement structuré, en mesure d'orchestrer des troubles.

A ses débuts, ainsi, la crise de Grenada ne semble pas résulter d'une conspiration qui s'étendrait à l'ensemble des *West Indies*. Elle est la conséquence de frustrations et de mécontentements accumulés pendant des années par toute une fraction des couches sociales évoluées de Grenada. Cette fraction constitue une minorité de la population, mais la minorité la plus active et la mieux formée. Elle comprend une grande partie de l'intelligentsia en colère, qui finit par ne plus tolérer que «le peuple soit trompé»,²⁴ que ses conditions de vie matérielle se dégradent et que les droits de l'homme soient toujours davantage bafoués. Cette intelligentsia est hostile à la présence étrangère qu'elle ressent comme une domination. Elle s'est nourrie de principes socialistes, souvent révolutionnaires. Elle se sent aliénée politiquement, marginalisée dans un système politique dans lequel elle n'a pas voix au chapitre et qu'elle rejette, tout en s'estimant mieux à même d'exercer le pouvoir.

Aussi vif que soit leur mécontentement et la volonté de changement, quelle que soit la cohésion dont ils font preuve dans certaines manifestations, les jeunes radicaux sont divisés. Ils le sont à tel point que lorsque, au début de l'année 1972, le Parlement est dissous, ils ne peuvent s'entendre sur l'attitude qu'il convient d'adopter. Quatre d'entre eux, dont Unison Whiteman et Selwyn Strachan, se portent candidats aux élections sur les listes du *GNP*, seul parti d'opposition, pensant encore pouvoir changer le cours des choses en œuvrant à l'intérieur du système politique en place. Ils sont battus. Le *GNP*, dans l'ensemble, n'obtient que deux sièges sur quinze.

Cet échec crée un choc. L'espoir de défaire Gairy par des voies démocratiques s'estompe. Le *GNP* paraît aux yeux des adversaires les plus résolus de Gairy trop identifié à la bourgeoisie pour pouvoir un jour y parvenir et faire changer de camp l'agro-prolétariat sur lequel s'appuie le *GULP*. Whiteman et Strachan en concluent qu'il faut travailler cet agro-prolétariat en lui démontrant qu'il fait fausse route en suivant Gairy, et lui offrir une autre option. Ils fondent à cet effet, en mars 1972, *The Jewel (Joint Effort for Welfare Education and Liberation)*. Whiteman et Strachan ne sont pas seuls à chercher de nouvelles voies pour sortir de l'impasse dans laquelle la victoire de Gairy paraît avoir plongé Grenada. Deux jeunes juristes, Maurice Bishop et Kendrik Radix s'y emploient également. Ils créent quelques mois plus tard, en novembre 1972, avec quelques amis, le *MAP (Movement for the Assemblies of the People)* au sein duquel ils discutent d'une idéologie nouvelle, tout en posant les bases d'une réorganisation politique du pays.²⁵

En mars 1973, les deux mouvements fusionnent sous le nom de *New Jewel Movement (NJM)*. La troisième force prend ainsi sa forme définitive après avoir longtemps cherché sa voie. Désormais, au côté du *GNP*, elle va

24 Voir à ce sujet, le «Manifesto of the New Jewel Movement» s.l., 1973, qui est la forme la plus élaborée des critiques, revendications et propositions du *NJM* et de l'intelligentsia.

25 Sur tout ce qui précède, Jacobs, *op. cit.*, pp. 22-24.

jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le régime en place. En trois ans, le mouvement a franchi toutes les étapes qui, de l'aliénation politique larvée, l'a conduit au seuil de l'action violente.²⁶ Les conditions d'une épreuve de force sont réunies. La crise de Grenada va prendre une forme nouvelle. La décision de Gairy d'accéder à l'indépendance en est le prétexte.

II. Prélude à l'indépendance

Au printemps de 1973, Grenada est depuis six ans un «Etat associé» à la Grande-Bretagne. Ce statut lui a été accordé au terme du *West Indies Act 1967* en même temps qu'à cinq autres Etats de la région, dans le contexte du processus de décolonisation politique des colonies anglaises des Antilles. Ces six territoires jugés de taille trop réduite pour se voir, à l'instar de la Jamaïque ou de Trinidad, accorder l'indépendance, reçoivent une large autonomie, Londres ne gardant en main que la conduite de leurs relations extérieures et leur défense.

Ce statut d'association a, dans l'esprit de ceux qui l'ont conçu ou accepté, un caractère transitoire. Les «Etats associés», pris individuellement, ne sont pas considérés comme viables. Mais il est admis qu'une fois intégrés sous une forme ou sous une autre, il ne devrait pas y avoir d'objection à ce qu'ils deviennent souverains.

Gairy est, dans un premier temps, un des champions de cet accès à l'indépendance dans le cadre d'une union ou d'une fédération des plus petits des territoires de la région. De l'automne 1967 à 1969, il multiplie les initiatives et suggère aux chefs des gouvernements des autres Etats des *West Indies* des formules diverses dont aucune n'est retenue.²⁷

Dès 1970, Gairy change d'attitude. Il paraît opter pour l'indépendance de Grenada en tant qu'entité distincte. La taille réduite d'un territoire et de sa population n'est plus, à ses yeux, un obstacle qui puisse les empêcher de bénéficier de la pleine souveraineté politique. Gairy sait aussi, depuis la fin de 1970, par la bouche de Joseph Godber, ministre d'Etat au *Foreign and Commonwealth Office*, que la Grande-Bretagne n'est pas opposée à ce que le statut d'association de Grenada prenne fin. Deux procédures ont été prévues à cet effet dans le *West Indies Act 1967*: l'une obligeant à soumettre au parlement du territoire associé sollicitant son indépendance, puis à un référendum populaire, un projet de loi dont l'adoption requiert chaque fois une majorité des deux tiers; l'autre, au terme de laquelle Londres peut unilatéralement, et de sa propre initiative, décider d'octroyer l'indépendance par un simple décret. C'est à cette dernière procédure que Joseph Godber a fait allusion, précisant que la Grande-Bretagne prendrait une telle déci-

²⁶ Gurr, *op. cit.*, p. 347.

²⁷ Sur ce qui précède, Jean F. Freymond, *Political Integration in the Commonwealth Caribbean. A Survey of Recent Attempts with Special Reference to the Associated States (1967-1974)*, Genève, 1980, pp. 19-25 et 34-40.

sion pour autant que le *GULP* remporte avec une majorité suffisante les élections au Parlement et à la condition que la question de l'indépendance ait été discutée au cours de la campagne électorale.²⁸

Fort de l'assurance de Joseph Godber, Gairy va de l'avant. A l'occasion du renouvellement du Parlement, qui intervient en février 1972, il traite au cours de la campagne électorale du thème de l'indépendance. Le manifeste du *GULP* y fait allusion.²⁹ La presse s'y réfère.³⁰ L'accession à l'indépendance n'est cependant pas vraiment discutée au cours de cette campagne, encore moins contestée par les adversaires de Gairy.

Les élections donnent, on le sait, la victoire au *GULP* qui obtient 20 005 voix, soit 58.63% des suffrages populaires exprimés et 13 sièges, le *GNP* devant se contenter de deux sièges, quoique ayant obtenu 14 117 voix, soit 41.77% des suffrages.³¹ De l'avis de Gairy, ce succès est déterminant. Désormais, le *GULP* peut se réclamer d'un mandat clair, précis, décisif.³²

III. L'indépendance, prétexte d'une crise profonde

Gairy ne brusque cependant pas les événements. Pendant plusieurs mois, il n'est plus question de la souveraineté politique prochaine de l'île. Ce n'est qu'à la mi-octobre 1972 que Gairy relance le débat en déclarant que, le *GULP* ayant remporté les élections et Londres lui ayant donné des assurances, il entendait demander à la Couronne britannique de mettre unilatéralement fin au statut qui la lie à Grenada et ne pas soumettre le problème à un référendum. Cette révélation fait l'effet d'une bombe. Pour la première fois, la perspective d'une indépendance acquise sans vote populaire préalable se profile publiquement à l'horizon.

Les réactions sont immédiates. L'indépendance en tant que telle n'est pas en question. La grande majorité de la population et des corps organisés de l'île lui est favorable, bien que certains préféreraient que Grenada devienne souveraine conjointement avec d'autres Etats associés et qu'on en repousse quelque peu la date de façon à permettre que la situation économique s'améliore. L'indépendance est surtout combattue parce que l'on craint que le régime au pouvoir, libéré de toute obligation à l'égard de Londres et de tout contrôle, ne transforme le pays en un Etat policier, qui ne serait pas sans ressemblance avec Haiti sous François Duvalier. Les adversaires de

28 Jacobs, *op. cit.*, p. 26.

«West Indies Act 1967», *Public General Acts*, London, 1967, pp. 197-219.

29 «Manifesto of the Grenada United Labour Party», *Independence for Grenada. Myth or Reality?*

30 Quelques exemples des échos de la presse: «Gairy's Move for Independence», *Trinidad Guardian*, 27.2.1972; «After the Victory», *Trinidad Guardian*, 1.3.1972; «Grenada and Independence», *The Daily Gleaner*, 6.3.1972; Tony Cozier, «Gairy: Why can't we be Independent too?», *Guyana Graphic*, 16.3.1972.

31 Jacobs, *op. cit.*, p. 22.

32 «Gairy Happy over GULP Mandate», *The Advocate News*, 24.3.1972.

Gairy ne peuvent pas, par ailleurs, admettre qu'il refuse de s'en référer au peuple pour prendre une décision d'une telle portée.

Ce qui est en cause n'est donc pas l'indépendance, c'est un régime, un homme et un gouvernement qui n'inspirent aucune confiance et dont on redoute l'arbitraire, la brutalité et l'incompétence. Ce qui est en jeu, c'est le pouvoir politique que trois forces se disputent: un gouvernement aux côtés populistes, une bourgeoisie d'affaire et une jeunesse éduquée, progressiste et nationaliste, qui toutes trois poursuivent des objectifs divergents. L'accession à l'indépendance aux conditions voulues par Gairy et sous son autorité est attaquée avant tout parce qu'elle paraît devoir modifier les conditions de la lutte pour le pouvoir politique, parce qu'elle ouvre la porte à un despotisme contre lequel tout appel à l'intervention de Londres sera désormais impossible. C'est là ce qui effraie l'opposition qui prend conscience que la rupture des derniers liens institutionnels avec la métropole, aussi critiqués qu'ils puissent être dans un territoire colonisé tel Grenada, va les priver de toute garantie contre l'autocratie. Cette perspective constitue le fondement de son sursaut.

Dans un premier temps, l'accueil que réservent à la déclaration de Gairy le *GNP* et ses alliés traditionnels, la Chambre de commerce et la Fédération des employeurs, est dans l'ensemble critique, mais modéré. Ce qu'explique le fait que le processus qui doit mener à l'indépendance s'ébauche à peine et que la situation reste hypothétique. Les adversaires de Gairy n'ont eu la possibilité ni de mesurer sa détermination, ni d'évaluer ses intentions. Ils ignorent par ailleurs le point de vue de la Grande-Bretagne.

Les groupes progressistes, de leur côté, ne réagissent guère. Ils se trouvent encore dans une phase de structuration.

Les semaines passent. Une première conférence portant sur l'indépendance se tient à Londres. Puis, Gairy consulte toute une série d'organismes, sans cependant revenir sur le principe de l'accession à l'indépendance dont la Couronne britannique devrait décider seule, sur la base de la victoire du *GULP* aux élections de février 1972. Sur ce point, Gairy est inflexible. L'opposition se durcit progressivement. Le *GNP* en est, au début de 1973, l'élément moteur. Les armes qu'il utilise appartiennent à la panoplie des modérés qui refusent de recourir aux moyens extrêmes. Le *GNP*, ainsi, lance une pétition, au terme de laquelle ses signataires – ils seront finalement près de 19 000 – déclarent ne pas vouloir de l'indépendance.³³

Au début d'avril, les événements prennent un tournant. Le gouvernement n'ayant pas honoré un contrat signé avec un des principaux syndicats de l'île, le *Technical and Allied Workers Union (TAWU)*, une grève est déclenchée. Pendant quatre jours, l'eau et l'électricité sont coupées et les communications téléphoniques et télégraphiques perturbées. Le gouvernement finit par céder. Ce conflit opposant le gouvernement au *TAWU*, que soutiennent diverses organisations et une partie de la population, n'a rien à voir avec le débat sur l'indépendance. Mais cette victoire sur Gairy, le fait

33 Jacobs, *op. cit.*, p. 27.

qu'il ait battu en retraite prend un caractère symbolique. L'épreuve de force a payé.³⁴

Au fur et à mesure que les jours passent, la tension croît. Le fossé entre le gouvernement et une partie du pays se creuse. L'autoritarisme et les menaces que profèrent Gairy à l'endroit de ses adversaires y contribuent pour beaucoup. Tout dialogue est interrompu. A mi-avril, l'homicide par un policier d'un jeune militant du *NJM* marque une nouvelle étape dans l'escalade. Cet incident entraîne une grande démonstration et des scènes de brutalité. L'aéroport est occupé. Un attentat est commis contre la radio d'Etat. La violence et les manifestations de masses deviennent ainsi, toujours plus, les moyens de communiquer son hostilité au pouvoir.

C'est dans ce contexte que le *NJM* voit le jour à la mi-mars. Très vite, il devient un des principaux fers de lance de l'opposition. D'emblée, il apparaît plus déterminé que le *GNP* et manifeste son hostilité avec plus de vigueur, plus d'intransigeance. Il plaide pour le recours à la violence et privilégie les démonstrations comme un des instruments de sa lutte pour renverser le régime en place. Le *NJM* influence sans nul doute les manifestations du mois d'avril, sans qu'on puisse affirmer qu'il les ait organisées ou qu'elles n'auraient pas eu lieu s'il n'avait pas existé. Le succès de ces manifestations lui confère, en tout cas, la réputation d'être efficace et bon organisateur.³⁵

Le *NJM*, cependant, ne supplante ni le *GNP*, ni surtout les organisations professionnelles qui lui sont proches. Le *GNP*, en fait, durcit son attitude. Ses dirigeants paraissent avoir saisi la nécessité d'agir rapidement et de façon plus résolue et à cet effet de réaliser l'union de toutes les forces d'opposition. Plus encore, ils en sont venus à prôner la désobéissance civile.³⁶ Y sont-ils poussés par la fondation du *NJM* en qui ils voient tout à la fois un allié et un rival, et dont ils peuvent craindre qu'il finisse par se rallier une part toujours plus nombreuse des opposants à Gairy? Il est difficile de le dire. Toujours est-il, qu'à fin avril, les adversaires de Gairy se trouvent regroupés dans une coalition de fait où cohabitent la bourgeoisie et les progressistes.

Gairy ne se laisse pas impressionner par l'hostilité croissante de l'opposition et par sa véhémence. Il part pour Londres prendre part à la conférence qui doit débattre d'une nouvelle constitution et au terme de laquelle la Grande-Bretagne devra se déterminer. Le 14 mai, jour de son ouverture, protestations et grèves commencent à Grenada. Préconisés par le *NJM*, ces mouvements de protestation sont cependant en grande partie le fait des organisations professionnelles et syndicales, établies de longue date, qui exercent une emprise déterminante sur les événements par leur capacité de

34 Sur ce conflit social, voir: «Normalcy returns to Gairy's Grenada», *The Daily Gleaner*, 15.4.1973.

35 Jacobs, *op. cit.*, pp. 27-28.

36 «The Significance of the Union Stand», *The Vanguard*, 20.4.1973, p. 6; «Civil Disobedience», *The Vanguard*, 27.4.1973, p. 3. *The Vanguard* est l'organe du *GNP*.

mobiliser leurs membres. L'île est totalement paralysée. Il s'agit de faire pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle repousse l'octroi de l'indépendance. Rien n'y fait. Pas plus que la délégation du *GNP* – qui comprend également des représentants du *NJM* – le bruit de la rue ne parvient à convaincre Londres. Le gouvernement britannique finit par accorder l'indépendance à Grenada au terme de l'article 10 (2) du *West Indies Act 1967*, c'est-à-dire sans que le peuple soit amené à se prononcer.

L'opposition a subi un échec. Pendant quelques temps, de juillet à fin octobre, elle ne va guère se manifester. La cohésion dont elle a fait étalage en mai se défait. Ce qui s'explique: elle n'a pas, ni ne saurait avoir, en raison de la grande disparité des intérêts et des objectifs, de stratégie commune dans la durée. Gairy dispose ainsi d'une liberté de manœuvre dont il profite pour faire adopter sans réelle contestation une nouvelle constitution.

La tension remonte au début du mois de novembre. Le *NJM* a mis à profit ces quelques mois pour élaborer un programme politique très complet, dans lequel il affirme qu'il est illusoire d'espérer renverser le régime de Gairy en s'en tenant aux règles de la démocratie électorale et dans lequel il prône la prise du pouvoir par des organisations représentant le peuple.³⁷ Le 4 novembre, il passe aux actes. Au terme d'une grande réunion politique, Gairy et son gouvernement sont sommés de démissionner dans un délai de quinze jours et menacés de grève générale au cas où ils n'obtempéreraient pas.

Gairy ne cède pas. Le jour d'expiration du délai, la police arrête six dirigeants du *NJM*, qui sont emprisonnés et vraisemblablement battus.³⁸ Ces arrestations remettent le feu aux poudres. L'opposition retrouve sa cohésion. Sans cette péripétie, le *NJM* n'aurait sans doute pas eu d'écho et la grève dont il a menacé Gairy n'aurait pas été suivie. La brutalité des forces de l'ordre réveille la peur de voir s'instaurer un Etat policier, et incite les principales organisations professionnelles et religieuses à se concerter, puis à s'unir au sein d'un «Committee of 22». Ce comité, apolitique – le *GNP*, sur le déclin d'ailleurs, et le *NJM* en sont exclus –, présente une série de revendications qui portent sur les violations des libertés fondamentales, les atteintes à l'ordre public et le respect du droit. Il accompagne ses revendications d'un mouvement de grève, largement suivi, qui paralyse à nouveau Grenada.³⁹

Gairy finit par rencontrer ses adversaires et paraît se plier à leurs conditions. Un délai lui est donné pour s'exécuter et la grève est suspendue. Au terme de ce délai, le «Committee of 22» estime que ses revendications n'ont pas été satisfaites. Il exige alors de Gairy qu'il démissionne et le menace encore une fois de paralyser le pays.⁴⁰ A la date fixée, le 27 décembre, Gairy

37 Cf. «Manifesto of the New Jewel Movement».

38 Jacobs, *op. cit.*, pp. 29–30.

39 «Resolution Passed at Grenada Meeting», *The Daily Gleaner*, 23.12.1973, p. 17.

40 «Shutdown Ended after Talks», *The Daily Gleaner*, 23.12.1973, p. 17. «22» Committee Meets on Human Rights Day», *The Vanguard*, 14.12.1973.

ne s'est toujours pas soumis. La menace de paralyser l'île est mise à exécution; dans un premier temps, avec quelques flottements, l'unanimité ne régnant pas au sein du «Committee of 22» quant à la stratégie à adopter. Mais au fur et à mesure que la date fixée pour l'indépendance, le 7 février 1974, se rapproche, l'opposition retrouve toute sa cohésion et l'île se trouve à nouveau totalement immobilisée.

Simultanément, la population descend dans la rue et manifeste. Entre le 3 et le 21 janvier, se tiennent pas moins de 14 manifestations auxquelles plusieurs milliers de participants parfois prennent part. C'est au cours de la dernière de ces manifestations, le 21 janvier, que le père de Maurice Bishop, secrétaire coordonnateur du *NJM*, est abattu.⁴¹ Le choc que cette mort provoque incite le «Committee of 22» et le *NJM* à renoncer à toute autre manifestation. Les grèves se poursuivent néanmoins. Certaines vont durer plusieurs semaines encore. Mais le ressort de l'opposition paraît cassé. Les fêtes de l'indépendance se déroulent sans incident majeur, mais il faudra plusieurs semaines pour revenir à une situation «normale». En dépit de tous ses efforts, l'opposition n'a réussi ni à retarder l'accession à l'indépendance, encore moins à renverser le régime de Gairy.

IV. Conclusion

Grenada devenue indépendante, la crise prend une fois encore une dimension nouvelle. Après un bref répit, elle va progressivement s'internationaliser selon un processus qui reste encore à étudier dans le détail. Mais cette internationalisation procède essentiellement de la tournure qu'ont pris les événements sur le plan intérieur.

Au fil des années, mécontentements et frustrations se sont accumulés. Ils se sont tout d'abord exprimés de façon modérée, mais sans résultat. A aucun moment, le gouvernement n'a saisi le message que ceux qui le critiquaient cherchaient à faire passer. Il n'a jamais voulu, ni cherché, à s'attaquer aux sources du mécontentement et des frustrations. Tout au contraire, son comportement, son arrogance et son autoritarisme n'ont fait que les accroître et ont encouragé le recours à des moyens plus radicaux de les communiquer au pouvoir politique. Aux déclarations assez mesurées des opposants, ont succédé des propos plus outranciers, puis des manifestations, des grèves auxquelles le pouvoir a répliqué par un langage menaçant et par la coercition, et non par la conciliation. A chaque fois il l'a emporté, suscitant davantage de colère et de désespérance, incitant aussi à l'escalade dans l'échelle de la violence.

A aucun moment ne s'est établi un vrai dialogue. Aucune des parties ne paraît l'avoir vraiment recherché, même au plus fort de la crise. Des années de morgue, d'antagonisme et de désillusions, le caractère entier de beau-

41 DaBreo, *op. cit.*, pp. 47-55.

coup des personnalités en présence, ont eu pour résultat qu'elles ne se sont pas fait confiance, ni ne se sont montrées disposées à s'écouter.

Il n'existe pas, par ailleurs, de réel mécanisme institutionnel ou informel qui puisse permettre qu'un tel dialogue s'ébauche. Le Parlement est trop dominé par le parti au pouvoir pour que l'opposition puisse s'y exprimer en ayant le sentiment d'être entendue. Aucun autre forum n'existe où les autorités et leurs adversaires puissent se consulter. Les occasions de discuter informellement sont donc rares. Les moyens de communication se limitent à la presse, à la radio, à des manifestations ou à des grèves, qui ne relaient que très imparfaitement, en les déformant, les messages des uns et des autres.

En février 1974, quels qu'aient été les moyens utilisés, le message de l'opposition n'a pas passé. Aucune des grandes manifestations, aucune menace, aucune grève générale n'ont eu raison de Gairy. Ses adversaires ont épuisé une grande partie des moyens d'ordre interne et ont de ce fait été incités à chercher des appuis extérieurs.

A certains égards, avant février 1974, il est vrai, l'opposition avait déjà sollicité un soutien extérieur. C'est vers Londres qu'elle s'est tournée pour chercher à empêcher Gairy de parvenir à ses fins. La métropole a cependant fait la sourde oreille, ne voulant sans doute pas se mêler de ce qui lui paraissait être une querelle de famille, encore moins courir le risque de devoir perpétuer sa présence.

De même, les dirigeants du *NJM* ont entretenu, avant même la création de ce mouvement, des liens assez étroits avec des groupes qui, au sein du *Commonwealth Caribbean*, poursuivaient des objectifs similaires. Très vraisemblablement, le *NJM* a pu bénéficier, de ce fait, tout au long de la crise d'un concours effectif, quoique limité et loin d'être décisif.

Mais, ce n'est que dans les toutes dernières semaines avant l'indépendance que les événements de Grenada tendent réellement à prendre une dimension extérieure, régionale surtout. Plusieurs exemples l'illustrent. Ainsi, le *Caribbean Congress of Labour*, organisation régionale faîtière des syndicats, est appelée à intervenir par les syndicats de Grenada. Par ailleurs, la *Caribbean Conference of Churches*, de sa propre initiative, tente à la dernière minute une conciliation. Ce ne sont là que quelques exemples du virage qui s'amorce.

Les propos que tient Maurice Bishop quelques jours à peine après l'indépendance, ainsi que certaines démarches qu'il effectue sont tout aussi révélatrices de ce tournant. Bishop ne craint pas de critiquer les gouvernements de la région pour n'être pas intervenus,⁴² avant de se rendre aux Etats-Unis pour s'y entretenir avec des représentants d'organisations susceptibles d'appuyer l'action du *NJM*. Bishop est explicite. Il parle de la décision

42 «Jewel Leader Chides W.I. Governments», *Trinidad Guardian*, 21.2.1974, p. 2. Voir également sur la politique suivie par le leader du *NJM*, «Things getting Worse in Grenada – Bishop: Interview with NJM Leader», *Sunday Express*, 3.3.1974, p. 28 et «Call to Isolate Gairy», *Sunday Guardian*, 3.3.1974, p. 1.

d'internationaliser davantage la lutte et date cette décision du 21 janvier, jour au cours duquel son propre père a été tué.⁴³

Cette internationalisation voulue par le *NJM* paraît avoir pour corollaire un changement de tactique. A la période de troubles, caractérisée par une grande participation populaire, semble succéder le temps de la conspiration dont on sait que Gurr la définit comme une forme de violence politique très organisée, faisant peu appel à la participation populaire, et qui se singularise par le recours au terrorisme, à la guérilla, aux coups d'Etat et à la mutinerie.⁴⁴

Est-ce dans ce contexte que des premiers liens sont établis avec Cuba? Ces liens sont-ils postérieurs ou datent-ils d'avant l'indépendance? Quelle signification donner au fait que c'est en 1974 seulement que celui qui sera le second de Maurice Bishop après le coup d'Etat du 13 mars 1979, Bernard Coard, aurait organisé au sein du *NJM* des groupes d'études sur le marxisme-léninisme?⁴⁵ Ou encore au fait que des lots d'armes, apparemment de provenance tchécoslovaque et destinés à Grenada, auraient été trouvés sur l'aéroport de la Barbade en mars 1974?⁴⁶ Il est difficile de donner une réponse à ces questions. Ce sont autant de problèmes qu'il appartiendra aux historiens de clarifier avant qu'on puisse se faire une idée exacte des étapes de l'internationalisation de la crise de Grenada.⁴⁷

Quoi qu'il en soit, la société de Grenada, au début de 1974, est une société bloquée au sein de laquelle élites et contre-élites s'opposent dans une lutte permanente. Elle n'a plus de cohésion et n'est traversée par aucun consensus. Elle est devenue, de ce fait, vulnérable et tout naturellement un enjeu dans la lutte des deux grandes puissances, c'est-à-dire un champ d'expansion possible pour l'une, susceptible d'inspirer de la peur à l'autre. Il ne fait aucun doute que la crise de Grenada franchit alors un de ces seuils au delà duquel crise intérieure et crise internationale commencent à se conjuguer. Plusieurs années vont cependant s'écouler avant que ces crises ne se confondent au grand jour, à l'occasion du coup d'Etat de mars 1979, tout d'abord, puis toujours plus au fur et à mesure que le régime qui s'est emparé du pouvoir se rapproche de Cuba et de l'URSS, provoquant les réactions qu'on sait à Washington.

43 «The decision to go abroad was based on the following: On January 21 last a peaceful demonstration of the people in St. George's was broken up by the police. My father was killed and several people injured.

«This was followed by a wave of violence and looting which broke the momentum of the organized protest and limited the kind of action we could take. It was clear that we would have to internationalise the struggle more than we had been doing». «What New Jewel is all About», *Sunday Guardian*, 14.4.1974.

44 Gurr, *op. cit.*, p. 11.

45 *Grenada: a Preliminary Report*, Washington, 1983, p. 8.

46 «Mystery over Arms and Ammo held up in Barbados», *Trinidad Express*, 6.3.1974.

47 On trouvera quelques indications sur les développements intervenus à Grenada de 1974 à 1983 dans, Henry S. Gill, «Grenada: La Política Interna y Externa de la Revolución», *Gaceta Internacional*, Vol. 1, No. 2, Oct.-Dec. 1983.